

Bibliothèques et développement durable

Réflexions sur le rôle et la responsabilité des bibliothèques dans le développement durable, par Amélie Vallotton Preisig, co-présidente de la Commission Biblio2030.

Afin de tenter de faire brièvement le tour de la question «bibliothèques et développement durable», je propose de diviser la problématique en quatre chapitres, représentant chacun un rôle ou une responsabilité des bibliothèques à cet égard. Il ne s'agit pas d'une analyse à valeur académique, mais plutôt du partage d'une série de réflexions que m'ont amené à faire mes activités au sein de la Commission Biblio2030 et au service du centre de documentation d'Alliance Sud Infodoc.

Dans les deux premiers chapitres, je commencerai par rappeler les deux aspects fondamentaux de la problématique, déjà largement discutés dans toutes les interventions de la Commission Biblio2030, notamment:

- les bibliothèques jouent un rôle essentiel en tant que garantes de l'accès à l'information pour tou.tes, et portent en cela envers la société et son développement durable une responsabilité sociale;
- et les bibliothèques en tant qu'institutions, semblables en ceci à n'importe quel acteurs de la société, portent une responsabilité environnementale.

Mais j'aimerais ici souligner deux missions plus «engageantes», que les bibliothèques commencent à assumer aujourd'hui d'une façon de plus en plus visible et qui sont absolument nécessaires si elles entendent effectivement mettre leurs compétences et leurs ressources spécifiques au service du bien commun dans le contexte de la crise multi-dimensionnelle que nous connaissons (crise économique, sociale, environnementale et maintenant également sanitaire et politique):

- les bibliothèques doivent endosser et assumer la mission de mettre en avant de l'information sélectionnée, critique, multiperspectiviste et de qualité à propos du développement durable – au sens très large – en tant que domaine de recherche, de connaissance, mais aussi de débat d'opinions;
- elles ont également un rôle majeur à jouer en proposant au public un lieu de médiation et de débat libre et citoyen sur ces questions.

L'accès à l'information, le développement durable et la responsabilité sociale des bibliothèques

La Déclaration de Lyon (IFLA, 2014), puis l'Agenda 2030, affirment que l'accès à l'information – c'est-à-dire conjointement l'accès à une infrastructure adéquate, l'accès aux contenus et l'accès aux compétences en matière de maîtrise de l'information – l'accès à l'information, donc, est un pilier du développement durable au niveau mondial, dans tous les contextes. En effet, l'accès à l'information est identifié comme une condition nécessaire à l'égalité des chances, à la participation de chaque personne à la société, à l'autonomie individuelle, à l'éducation, à la santé, au bien-être, à la paix et à la justice sociale.

Dans notre pays, les problèmes liés à l'accès à l'information se posent également, principalement dans le domaine numérique. Or, les bibliothèques jouent un rôle important dans les efforts de réduction de la fracture numérique, notamment auprès des publics non scolaires et non professionnels, en proposant un accès gratuit aux infrastructures et aux contenus, ainsi qu'un soutien aux personnes (via le conseil aux usagers et/ou l'organisation de cours, d'animations ou d'ateliers).

En plus de leur rôle social en tant qu'employeur lambda, qu'il faut bien évidemment prendre en compte dans la réflexion «bibliothèque et développement durable», les bibliothèques assument donc un rôle social particulier lié à cette mission spécifique envers la communauté: donner accès à l'information à tou.tes.

S'il s'agit d'une mission de base pour nos institutions, elle n'est pour autant ni évidente, ni anodine et doit être présentée dans toute sa complexité pour comprendre le rôle unique joué par les bibliothèques. C'est une mission qui se situe aujourd'hui sur la corde raide, à la frontière de plusieurs lignes de tension: d'abord assurer le droit absolu à l'information tout en garantissant le strict respect du cadre légal extrêmement contraignant et plutôt empreint de l'esprit marchand que celui des communs; ensuite répondre à tous les types de publics avec la même diligence et la même compétence – de l'académique à la pointe de son domaine, à une personne dans une situation de précarité, de vulnérabilité ou d'urgence, en passant par tous ceux et celles qui cherchent à se cultiver, nourrissant les appétits les plus éclectiques ou encore simplement à se divertir, en demandant d'avoir accès à tout, tout le temps, et gratuitement ; enfin, donner accès à l'information, à toute l'information, sans censurer, mais en se gardant bien de propager de fausses informations.

Aucune autre institution ne joue ce rôle de cette manière (gratuité; service public; compétences et éthique professionnelles) envers la communauté et ce rôle est crucial pour assurer la participation de tou.tes et l'égalité des chances.

SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS



Sustainable Development Goals of the United Nations

L'impact environnemental des bibliothèques

D'autre part, à nouveau comme n'importe quel acteur de la société, les bibliothèques ont un impact environnemental, qu'il s'agit de prendre en compte de façon spécifique. Comment notre branche impacte-t-elle l'environnement? Et comment cet impact peut-il être minimisé (bâtiments, énergie, transports publics, etc)? Ces deux questions forment un domaine de recherche de plus en plus investi. Au niveau international, on cherche à établir des listes d'exemples, des pistes d'analyse et de solutions, on voudrait se mettre d'accord sur des critères d'évaluation et des labels.

Ces questions et ce domaine de recherche sont extrêmement importants et les efforts doivent sans aucune réserve être poursuivis. Cependant, il serait dangereux de s'en contenter. Il est nécessaire de prendre également des positions plus affichées, comme le font de plus en plus de bibliothèques dans le monde et en Suisse, que ce soit de leur propre initiative ou encouragées par les campagnes «2030» des associations professionnelles (IFLA, ENSULIB, Bibliosuisse/Biblio2030, etc.).

Informer à propos du développement durable

Non seulement les bibliothèques assument la mission de donner accès à l'information à tou.tes, mais elles osent de plus en plus mettre en avant de façon visible les thématiques du développement durable, malgré le fait que cela puisse éventuellement soulever certaines questions difficiles, notamment en termes de valeurs professionnelles. En effet, la littérature professionnelle discute assez régulièrement la question de la neutralité en ce contexte. Il y a encore quelques années, cette question pouvait effectivement se poser, puisque la simple évocation des thèmes «climat», «environnement» et «durabilité» au sens large faisait immédiatement référence à une certaine aile politique. Aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence: c'est plutôt le fait de ne pas en parler qui fait immédiatement référence à une (autre) aile politique! Ce nouveau contexte devrait permettre aux professionnels de se libérer de ces questions pour agir sans arrière-pensées.

De plus, il faut souligner que le fait que les bibliothèques fassent un effort spécifique d'information sur les thématiques du développement durable se justifie particulièrement ici en Suisse, dans notre contexte de démocratie directe. En effet, lorsque nous parlons de mise en œuvre concrète du développement durable, nous parlons de la définition de mesures légales qui permettront d'obtenir un changement réel, et donc nous parlons de sujets qui concernent chaque citoyen.ne en tant que sujet votant et capable de déposer ou de signer une initiative ou un référendum. Il est donc absolument crucial que ces citoyen.nes aient accès à une information critique et multiperspectiviste – c'est-à-dire une information qui vient interroger et déranger nos convictions bien établies – sur le développement durable.

L'actualité est certes incertaine, les faits sont disputés et régulièrement utilisés à toutes fins partisans, il est évidemment compliqué de faire la part des choses, de garder ses distances, mais n'est-ce pas justement là que nous avons quelque chose à apporter ? Quand, mieux que maintenant, pourrions-nous apporter notre concours aux efforts collectifs en mobilisant notre savoir-faire professionnel dans la gestion des flux informationnels ? C'est justement à propos de cette actualité-là que nous devons nous concentrer sur l'élaboration de critères de qualité et de pertinence pour sélectionner, contextualiser et diffuser au mieux de nos compétences et de nos principes éthiques cette matière brûlante, mouvante et complexe!

A nouveau, aucune autre institution ne joue ce rôle de cette manière (gratuité; service public; compétences et éthique professionnelles) envers la communauté et ce rôle est crucial pour assurer la participation de tou.tes dans un débat public aujourd'hui incontournable.

Les bibliothèques comme plateformes de médiation et de débat sur le développement durable

Enfin, et là aussi il est réjouissant de constater que les bibliothèques proposent de plus en plus d'activités en ce sens, il est nécessaire de se profiler pour offrir au grand public des lieux ouverts où est offerte une vraie opportunité d'apprendre, mais aussi de discuter, de contester, de se confronter à d'autres points de vue, de mettre en question toutes les dimensions de la durabilité.

Cette opportunité n'est pas offerte par les réseaux sociaux qui enferment tendanciellement chacun.e dans sa bulle informationnelle. Cette opportunité n'est pas non plus offerte par les médias traditionnels, où les citoyen.nes sont placé.es dans un rôle plutôt passif de consommateur.trices d'information et de spectateur.trices de débats entre expert.es. Cette opportunité n'existe probablement nulle part ailleurs que dans les dits «troisièmes lieux» (bibliothèques, musées, théâtres, bars, restaurants, salles de concerts, etc.)!



Amélie Vallotton Preisig

Amélie Vallotton Preisig est vice-présidente de Bibliosuisse et co-présidente de la Commission Biblio2030.